

Alors que certains politiciens prônent toujours plus de « numérisation » pour notre société, il convient peut-être de prendre un pas de recul afin d'éviter certains écueils...



Digitalisation, technologisation, numérisation... sont autant de mots (ou de néologismes) qui servent à décrire un même dossier d'actualité. Le journal La Libre [le soulignait récemment](#) : « peu importe le terme utilisé pour désigner un mouvement qui s'impose désormais à tous : la société belge, comme toutes les autres, se transforme à un rythme effréné sous l'effet de la numérisation (...) il convient d'y prendre part activement ». Ce message relaie fondamentalement le cœur de la politique du ministre belge de l'Agenda numérique, Alexander De Croo. Par ce discours qu'il reprend régulièrement avec vigueur, ce dernier cherche à poser un cadre économique et sociétal favorable à l'arrivée des nouvelles technologies. Selon lui, chaque facette de notre quotidien sera progressivement redessinée par le numérique, de l'éducation à la santé, en passant par les transports. Pour notre ministre, il convient donc de sortir de notre passivité belge et nous lancer à deux pieds dans le monde moderne numérisé, si nous ne voulons pas nous retrouver au dernier rang de la classe européenne. Nous ne pouvons indéniablement nier la technologisation qui s'installe progressivement dans nos modes de vies, mais il convient toutefois de prendre un moment de recul préalable pour éviter des écueils qui pourraient nous être fatals dans quelques années. Au-delà du questionnement de la pertinence même de cette transition numérique, il est nécessaire de réfléchir aux conditions, aux balises qui sont nécessaires pour prévenir les potentielles conséquences négatives de toute cette dynamique. Deux aspects importants doivent être analysés : les conséquences humaines et les conséquences environnementales

d'un tel changement. La face cachée du numérique... Ce bouleversement ne peut se produire qu'avec l'accroissement de la présence des objets *high-tech*, qui prennent chaque jour un peu plus de place dans notre vie : tablette, gsm, ordinateur... Ils sont interconnectés et remplissent de multiples fonctions, de la plus évidente à la [plus futile](#). Mais cette polyvalence cache pourtant une dure réalité. Nous le savons aujourd'hui, les nouvelles technologies sont toujours plus voraces en termes de ressources naturelles, avec leur écran, batterie, puces et autres circuits imprimés. Rien qu'un smartphone moyen contient à lui seul plus de 60 minerais différents, dont du tungstène, du coltan, de l'étain, de l'or... L'omniprésence de ces minerais se généralise donc dans notre quotidien, par le biais de tous ces objets connectés qui nous coupent pourtant de certaines réalités. Les ressources minérales qu'ils contiennent ne tombent pas du ciel et proviennent majoritairement de pays en voie de développement. Ceux-ci en subissent les conséquences au quotidien : de la convoitise guerrière à la pollution des eaux et des sols, l'exploitation des minerais engendrent de nombreuses externalités négatives. Il pourrait sembler simple et logique de créer un label pour certifier le caractère propre de ces ressources naturelles. Pourtant, il n'existe à l'heure actuelle, aucun système de traçabilité qui puisse nous assurer que ces ressources soient extraites dans des conditions respectueuses des droits humains. Si l'Union européenne s'est tardivement lancée dans une régulation pour certifier son approvisionnement en minerais, [elle s'est focalisée sur une démarche très volontaire](#), laissant les entreprises libres de se plier - ou non - à cette régulation. ... aux conséquences internationales Alors que beaucoup s'offusquent encore de l'arrivée de migrants en Europe, peu s'interrogent sur les causes profondes qui poussent ces personnes au départ. Les détériorations de leur cadre de vie sont nombreuses, l'extractivisme minier et l'instabilité politique qui en découle en demeure un facteur important. [Rien qu'en RD Congo, le nombre de groupes armés augmente continuellement](#) et met fin à tous les espoirs de la jeunesse locale. Seule l'idée du départ redonne encore vigueur à leurs espérances. Notre appétit numérique ne peut se faire au dépend de vies humaines. S'il ne faut pas adopter une interprétation mono-causale d'une situation complexe, il est toutefois nécessaire de comprendre le rôle des minerais et l'impact que la mine peut avoir dans les conflits en Afrique centrale. Diamants, or, ou autres minéraux constituent, encore en 2017, un mobile et une source de financement pour de nombreux groupes armés. Écologie, recyclage et transition L'autre point d'attention est évidemment celui de la finitude de ces ressources. Si nous portons notre attention sur les limites des énergies fossiles, nous devons désormais faire le même travail intellectuel pour les ressources minières, non renouvelables. Pour la majorité de ces métaux, les estimations garantissent des réserves mondiales disponibles jusqu'en 2040 ou 2070 (à consommation constante) . Or actuellement, si nous reprenons notre exemple du téléphone intelligent, seule une faible partie parvient à en être recyclée totalement. Au sein de l'Union européenne, seul 40% des « e-déchets » passent par les

canaux officiels de recyclage . En outre, les alliages qui sont composés industriellement ne peuvent être récupérés efficacement, et condamnent dès lors de nombreux minerais précieux à un usage unique. C'est ce qui y est appelé « l'usage dispersif ». Dénué de toute vision à long terme, un tel système préconise la croissance et la technologisation au détriment... de tout le reste. Nous ne pouvons donc pas accepter un discours qui prône de façon débridée les « [progrès technologiques](#) » sans tenir compte du facteur déterminant que représente ces réserves en minerais brut. Nos besoins électroniques actuels, mais également futurs, restent donc tributaires de sous-sols étrangers. Reconnecter notre politique Il semble primordial de rappeler à notre ministre de l'agenda numérique la cohérence qu'il devra nécessairement garder avec son deuxième portefeuille ministériel : celui du ministère de la Coopération au développement. Ce dernier semble pourtant confondre ses deux fonctions, en cherchant à faire de la numérisation une [priorité pour le développement](#). Il est compréhensible que la numérisation puisse éblouir, tant elle ouvre un monde des possibles. Il serait en effet envisageable de désenclaver des communautés isolées, de créer des systèmes d'alerte rapide dans des zones en conflit, d'améliorer la réactivité humanitaire, etc. Pourtant, tous ces aspects positifs doivent tenir compte des nombreuses conséquences délétères, et éviter de créer un bien par un mal. La coopération au développement ne peut être tenable que si elle se base sur une analyse coût-bénéfice crédible, en anticipant l'entièreté ses impacts. La digitalisation débridée ne pourra donc se présenter comme solution durable, y compris économiquement. En outre, d'autres types de conséquences mériteraient également d'être abordés de façon préventive dans le cadre d'un tel changement sociétal, d'un point de vue sanitaire, psychologique, psychomoteur,... La révolution belgo-numérique devra donc se faire avec un examen rigoureux des répercussions que celle-ci pourra engendrer, tant au nord qu'au sud. Des solutions sont d'ores et déjà proposées par le monde associatif et universitaire : engagement diplomatique fort pour une régulation de notre approvisionnement en minerais, normes en faveur de la recyclabilité des produits high-tech, mesures contre l'obsolescence programmée, etc. Les citoyens ont également leur rôle à jouer, les considérations de leurs représentants politiques ne demeurant que le reflet de l'entourage au sein desquels ils s'intègrent. Si nous ne souhaitons pas subir la numérisation qui arrive à nos portes, il convient de s'en saisir en cherchant à y apporter une réelle plus-value, en prévenant les risques qui y sont liés. Nous avons aujourd'hui l'opportunité de garder un coup d'avance en alliant la science et la technologie avec une expertise environnementale et humaine. Nous pouvons nous lancer dans une numérisation éclairée. La Belgique ne restera pas passive face à la modernisation mais comprendra, exigeons-le, que la vraie innovation est celle qui puisse garantir la pérennité de notre consommation... au-delà de 2070. **Timur Uluç**



## Documents joints

[High-Tech et numérisation prudence est de mise](#)